

**TRANSPORT ET INFRASTRUCTURES
GAZ FRANCE
(T.I.G.F.)**

**49, avenue Dufau
64000 PAU**

**Rapport
des Commissaires aux Comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2013

ERNST & YOUNG et Autres
1-2, Place des Saisons
92400 Courbevoie-Paris La Défense 1

S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Versailles

EXCO FIDUCIAIRE DU SUD-OUEST
2, rue des Feuillants
31076 – Toulouse Cedex 03

S.A. au capital de EUR.1.863.000

Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Toulouse

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société « **TRANSPORT ET INFRASTRUCTURES GAZ FRANCE** », tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les notes 2 « Immobilisations corporelles » et 4 « Principales immobilisations » de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables afférentes à la comptabilisation des immobilisations et notamment celles afférentes à l'activation des immobilisations en cours ainsi que les règles d'amortissements relatives aux immobilisations mises en service.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris et Toulouse, le 7 mai 2014

Les Commissaires aux Comptes,

ERNST & YOUNG et Autres

EXCO FIDUCIAIRE DU SUD-OUEST



Philippe DIU



Jean-Marie FERRANDO

TIGF

En Euro

ACTIF		Brut	Amortissements Provisions	A fin 12/13	A fin 12/12
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBIL. INCORPORELLES * 1	65 497 432	28 190 308	37 307 124	29 035 406
	Concessions Brevets Droits similaires	62 235 704	27 521 819	34 713 885	20 876 119
	Autres Immobilisations Incorporelles	668 489	668 489		
	Immobilisations Incorporelles en cours	2 593 239		2 593 239	8 159 287
	IMMOBIL. CORPORELLES * 2	2 308 052 131	782 767 987	1 525 284 144	1 430 962 829
	Terrains	18 318 414	6 534 796	11 783 618	11 706 362
	Constructions	58 484 003	21 651 948	36 832 055	37 582 840
	Installations Techniques	2 079 077 917	750 138 240	1 328 939 677	1 262 619 646
	Autres Immobilisations Corporelles	8 086 344	4 443 003	3 643 341	4 030 331
	Immobilisations en Cours	143 807 281		143 807 281	114 674 941
	Avances et Acomptes	278 172		278 172	348 709
	IMMOBIL. FINANCIERES (1) * 3	1 166 028		1 166 028	1 293 522
	Titres de Participation	1 085 233		1 085 233	1 085 233
	Prêts				137 330
	Autres Immobilisations Financières	80 795		80 795	70 959
ACTIF IMMOBILISE		2 374 715 591	810 958 295	1 563 757 296	1 461 291 757
ACTIF CIRCULANT	STOCKS * 5	29 259 181	941 120	28 318 061	27 529 748
	Matières Premières, Approvisionnements	27 985 431	941 120	27 044 311	27 402 301
	En cours production de Biens	1 273 750		1 273 750	127 447
	AVANCES ET ACOMPTEs	28 985		28 985	18 100
	CREANCES (2) * 6	49 241 727		49 241 727	89 559 290
	Clients et Comptes Rattachés	42 830 619		42 830 619	40 028 252
	Autres créances	6 411 108		6 411 108	49 531 038
	DIVERS	2 654 570		2 654 570	21 889 757
Valeurs Mobilières de Placement					
Disponibilités	2 654 570		2 654 570	21 889 757	
ACTIF CIRCULANT		81 184 463	941 120	80 243 343	138 996 895
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance (2) *7	86 565		86 565	59 260
	Charges à étaler				
	Ecart de conversion actif				
TOTAL ACTIF		2 455 986 619	811 899 415	1 644 087 204	1 600 347 912
(1) dont à moins d'un an (2) dont à plus d'un an					

TIGF

En Euro

PASSIF		A fin 12/13	A fin 12/12
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel	17 579 088	17 579 088
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	45 538 644	45 538 644
	Ecarts de réévaluation	150 045	150 045
	Réserve légale	1 757 909	1 757 909
	Réserves statutaires ou contractuelles	130 918	130 918
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	129 555	129 555
	Report à nouveau	471 597 903	425 565 115
	Résultat de l'Exercice	61 447 556	80 114 246
	Subventions d'investissement * 9	38 275 115	17 813 520
	Provisions réglementées	124 889 369	104 121 014
		761 496 102	692 900 054
PROVISION	Provisions pour risques	2 050 000	1 540 000
	Provisions pour charges	5 792 937	5 348 000
		7 842 937	6 888 000
DETTES	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires * 11	510 847 500	510 847 500
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit * 11	281 455 398	251 413 310
	Emprunts et dettes financières divers	1 168 655	1 258 543
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 075 837	422 262
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	58 413 709	62 554 206
	Dettes fiscales et sociales	20 081 432	71 224 644
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes (2)	10 034	
COMPTES DE REGULARISATION	Produits constatés d'avance	1 695 600	2 839 393
	Ecarts de conversion passif		
	874 748 165	900 559 858	
TOTAL PASSIF		1 644 087 204	1 600 347 912
(1) dont à moins d'un an		93 668 678	
(1) dont à plus d'un an		781 079 487	
(2) dont trésorerie			

TIGF

En Euro

COMPTE DE RESULTAT	France	Exportation	A fin 12/13	A fin 12/12
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	4 140 714		4 140 714	912 453
Production vendue de services	385 392 425		385 392 425	354 337 355
CHIFFRES D'AFFAIRES	389 533 139		389 533 139	355 249 808
Production stockée			492 729	(277 664)
Production immobilisée			163 609 479	160 088 373
Subventions d'exploitation			4 600	
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			845 715	8 014 163
Autres produits			66 956	1 519 228
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION * 12			554 552 618	524 593 908
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Achats matières premières & aut. approvisionnements (y.c. droits de douane)			18 964 238	15 958 773
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			217 016	(3 671 991)
Autres achats et charges externes			228 239 823	204 939 529
Impôts, taxes et versements assimilés			13 763 950	15 177 881
Salaires et traitements			35 114 070	33 198 665
Charges sociales			20 683 391	19 850 502
Dotations d'exploitation aux amortissements sur immobilisations			81 405 496	63 326 667
Dotations d'exploitation aux provisions sur actif circulant			140 974	15 786
Dotations d'exploitation aux provisions pour risques et charges			1 689 358	6 481 500
Autres charges d'exploitation			4 127 164	5 435 661
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION * 13			404 345 480	360 712 973
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION			150 207 138	163 880 935
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			11 007	51 593
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change			22 260	3 474
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS			33 267	55 067
Intérêts et charges assimilés			30 633 388	29 854 630
Différences négatives de change			14 993	3 843
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES			30 648 381	29 858 473
2 - RESULTAT FINANCIER * 14			-30 615 114	-29 803 406
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			119 592 024	134 077 529

TIGF

En Euro

COMPTE DE RESULTAT	A fin 12/13	A fin 12/12
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	826 035	8 000
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 247 451	25 016 051
Reprises sur provisions et transferts de charges	4 010 812	164 646
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS * 15	6 084 298	25 188 697
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 274	399 605
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		109 704
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	24 781 177	24 609 865
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES * 16	24 783 451	25 119 174
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	-18 699 153	69 523
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	2 201 000	3 200 000
Impôts sur les bénéfices * 17	37 244 315	50 832 806
TOTAL DES PRODUITS	560 670 183	549 837 672
TOTAL DES CHARGES	499 222 627	469 723 426
5 - BENEFICE OU PERTE	61 447 556	80 114 246

ANNEXES
AUX
COMPTES ANNUELS
DE
2013

Le total du bilan de l'exercice clos le 31/12/2013 avant répartition, est de 1 644 087 204 euros.

Le compte de résultat dégage un profit de 61 447 556 euros.

L'exercice a une durée de douze mois recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels, arrêtés le 23 avril 2014 par le Conseil d'Administration.

I - FAITS MARQUANTS

Jusqu'au 30 Juillet 2013, le capital social était intégralement détenu par la société Total Gaz Holding France (TGEHF), filiale à 100% de la société ELF Aquitaine, elle-même détenue par la société Total S.A.

Après avoir obtenu les autorisations préalables nécessaires concernant les investissements étrangers (art. L151-3 et R153-1 et suivant du Code monétaire et financier), les concentrations (Règlement CE n°139/2004) et les titres miniers (art. 43 du Décret n° 2006-648 du 2 juin 2006), l'ensemble des actions de la société TIGF, détenues jusqu'alors par la société TGEHF, ont été transférées le 30 juillet 2013 à la société TIGF Investissements, indirectement détenue, via la société TIGF Holding, par les actionnaires :

- SNAM S.p.A (société de droit Italien),
- Pacific Mezz (Luxembourg) S.A.R.L (société de droit Luxembourgeois détenue par Pacific Mezz Private Limited, société de droit Singapourien),
- et la société C31 S.A.S (société de droit Français détenue par Electricité De France S.A).

PRINCIPES COMPTABLES

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables et adaptations professionnelles (C.Com R. 123-180 et PCG art.531.1) ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques .

Différentes opérations de restructurations ont toutefois conduit à valoriser certains actifs à leur juste valeur au moment de l'apport tel qu'indiqué au point III-11 ci-après.

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

II - NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

La modification des durées d'amortissements réalisée en 2008, a créé un écart entre les durées fiscales et sociales, et génère de ce fait la comptabilisation d'amortissements dérogatoires

Montant au 31/12/2013 124 889 369 euros

1 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Sont inscrits au compte d'immobilisations incorporelles les logiciels et brevets acquis ou créés par la société ; ces éléments sont amortis sur leur durée probable d'utilisation (au maximum 5 ans).

Figurent également à ce compte des droits de transit dans des réseaux de tiers.

Les amortissements pour dépréciation des immobilisations incorporelles sont calculés suivant le mode linéaire sur les durées suivantes :

BREVETS	5 ans
LOGICIELS	5 ans
DROITS DE TRANSIT	10 ans

2 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

2-a - Valeurs brutes

Les immobilisations corporelles sont portées à leur coût d'acquisition ou de production, à l'exception de certains terrains acquis avant le 31.12.1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation.

2-b - Amortissement

Conformément à la mise en application du CRC 2002-10, les immobilisations sont amorties selon la durée de vie du bien.

Cette approche par composant conduit à pratiquer un amortissement linéaire selon les durées d'amortissement suivantes :

	Durée sociale	Durée fiscale
MATERIEL INFORMATIQUE	5 ans	3 ans
MATERIEL ET OUTILLAGE	10 ans	5 ans
MATERIEL DE TRANSPORT	10 ans	5 ans
MATERIEL DE BUREAU	10 ans	5 ans
MATERIEL TELECOM	10 ans	5 ans
AMENAGEMENTS TERRAINS	10 ans	10 ans
AMENAGEMENTS INSTALLATIONS GENERALES	10 ans	10 ans
AUTRES INSTALLATIONS D'EXPLOITATION	10 ans	10 ans
AMENAGEMENTS INSTALLATIONS SOL AUTRUI	10 ans	10 ans
MOBILIER DE BUREAU	10 ans	10 ans
POSTES DE COMPTAGE	30 ans	15 ans
STATIONS COMPRESSION-RACCORDEMENT SECTIONNEMENT	30 ans	15 ans
BATIMENTS	25 ans	25 ans
IMMEUBLES SUR SOL AUTRUI	25 ans	25 ans
SONDAGES SOUS-TERRAINS	25 ans	25 ans
GAZ COUSSIN	25 ans	25 ans
CANALISATIONS PRINCIPALES	50 ans	25 ans
BRANCHEMENTS	50 ans	25 ans

3 - IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières se répartissent comme suit :

- Titres de participations soit 773233 actions 3GRT pour 773 K€ et 3120 actions Déclaranet pour 312 K€	1 085 233 Euros
- Dépôts et cautionnements	80 795 Euros

Echéances

La ventilation des immobilisations financières par échéance est la suivante :

TOTAL	Echéance indéterminée	Echéance à - d'un an	Echéance de 1 à 5 ans	Echéance à + de 5 ans
1 085 233				1 085 233
80 795				80 795

4 - TOTAL ACTIF IMMOBILISE

Montant des productions d'immobilisations 2013 :	184 723 Keuros
Montant des mises en service en 2013 :	161 156 Keuros
Montant des en-cours fin 2013 :	146 401 Keuros

Principales mises en service 2013 129 755 Keuros

Stockage

Conversion Puits Lug-25	5 693 Keuros
Work over Lug-18	2 632 Keuros

Réseau Grand Transport

Girland	76 274 Keuros
Artère du Béarn	10 009 Keuros

Réseau Régional

Renforcement Boucle de Bordeaux	9 367 Keuros
Moder Sect. St Médard en Jalles	1 983 Keuros
Ludon Médoc Cana DN300	1 903 Keuros
Reconstruction Auros Est	1 400 Keuros

Logiciels

20 494 Keuros

<u>Principaux en-cours fin 2013</u>	121 131 Keuros
Remplacement compresseur C10	35 008 Keuros
Artère de l'Adour	23 134 Keuros
Acquisition / permitting sismique	22 173 Keuros
Station d'arrivée à Lussagnet	17 664 Keuros
Revamping chaudière TEG	6 907 Keuros
Nouveau siège social	6 749 Keuros
Pécorade	5 608 Keuros
Poste de sectionnement de Lanne	3 887 Keuros

Mises au rebut 2013

Aucune mise au rebut n'a été effectuée en 2013.

Principales immobilisations :

Les gaz coussins d'Izaute et de Lussagnet constitués en 2005 pour une valeur de 361 749 K€ sont amortis linéairement sur une durée de 25 ans.

(valorisation effectuée à la création de la société TIGF au prix de 10,31 € / MWh)

La valeur nette comptable du "gaz coussin" au 31 décembre 2013 est de 237 838 K€

5 - STOCKS ET EN-COURS

5-a - Méthode

Les stocks de gaz sont évalués d'après la méthode du coût moyen pondéré.

Les stocks de matières et fournitures consommables sont évalués d'après la méthode du coût moyen pondéré.

Le coût d'entrée en stock des articles comprend les frais réels accessoires d'achat (hors transport).

La provision pour dépréciation du stock de matières et fournitures est constituée sur la base de l'analyse détaillée de chaque article. La date de dernier mouvement de l'article est comparée à la date de clôture. La différence obtenue permet de calculer un nombre d'année qui détermine le pourcentage de provision.

Nombre d'années	pourcentage
- de 5 ans	0 %
de 5 à 6 ans	5 %
de 6 à 7 ans	10 %
de 7 à 8 ans	20 %
de 8 à 9 ans	40 %
de 9 à 10 ans	60 %
de 10 à 11 ans	80 %
+ de 11 ans	100 %

Les travaux en-cours sont valorisés à leur coût de production qui comprend les dépenses de matériel, les dépenses externes (sous-traitance)

5-b - Valeurs

	Gaz	Gaz	Matériel		Travaux en cours	Total
	Expéditeurs	Besoins propres	Brut	Provision		
01/01/2013	0	13 051 593	15 150 854	800 146	127 447	27 529 748
Variation	174 946	-997 538	605 576	140 974	1 146 303	788 313
31/12/2013	174 946	12 054 055	15 756 430	941 120	1 273 750	28 318 061

En 2013 le stock de gaz Transport a été divisé comptablement en deux stocks distincts afin de permettre un suivi par nature. A fin décembre 2013, les deux natures de stocks sont :

- Stock de gaz pour besoin propres,
- Stock de gaz pour équilibrage expéditeurs.

6 - CREANCES

- Créances représentées par des effets de commerce : néant

Les produits à recevoir rattachés aux postes de créances concernent principalement des recettes de capacité de stockage et de transport de gaz allouées au mois de décembre 2013 mais qui ne seront facturées qu'en janvier 2014.

Etat des échéances à la clôture de l'exercice :

Créances	Solde	Echéance d'exigibilité		
		- d'un an	de 1 et 5 ans	+ de 5 ans
Avances & acomptes versés	28 985	28 985		
Clients et comptes rattachés				
Clients douteux ou litigieux	82 849	82 849		
Autres créances clients	7 141 231	7 141 231		
Produits à recevoir	35 606 539	35 606 539		
Autres créances				
Personnel et comptes rattachés	72 428	72 428		
Organismes Sociaux	340	340		
Etat et Collectivités	3 114 573	3 114 573		
Groupe et Associés				
Débiteurs Divers	62 658	62 658		
Produits à recevoir				
- Personnel				
- Organismes Sociaux	5 217	5 217		
- Etat et Collectivités	2 184 678	2 184 678		
- Débiteurs Divers	971 214	971 214		
	49 270 712	49 270 712		

7 - CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance sont relatives à l'exploitation ; elles correspondent principalement :

- à des factures reçues sur 2013 mais dont la livraison aura lieu en 2014.
- à des loyers payés d'avance.
- à des primes d'assurances payées d'avance.
- à des redevances et indemnités de passage payées d'avance.
- à des abonnements et cotisations payés d'avance.
- à des prestations de maintenance informatique payées d'avance.

III - NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

8 - CAPITAUX PROPRES

Le capital est composé de 2 197 386 actions de 8 euros

L'affectation du résultat 2012 se décompose de la manière suivante :

- Affectation en report à nouveau pour 50 097 953 euros
- Par ailleurs en 2013 TIGF a procédé : à un versement de dividende pour 34 081 457 €
 - à un versement de dividende pour 30 016 293 € à Total SA suivant AG du 26/03/2013
 - à un versement de dividende pour 4 065 164 € à TIGF Investissements suivant AG du 23/09/2013 par prélèvement sur le report à nouveau

	Situation au 01/01/2013	Variation	Situation au 31/12/2013
Nombre d'actions	2 197 386	0	2 197 386
Valeur nominale de l'action	8		8
Capital social ou individuel	17 579 088	0	17 579 088
Primes d'émission, de fusion, d'apport	45 538 644	0	45 538 644
Ecart de réévaluation	150 045	0	150 045
Réserve légale	1 757 909	0	1 757 909
Réserves statutaires ou contractuelles	130 918	0	130 918
Autres Réserves	129 555	0	129 555
Report à nouveau	425 565 115	46 032 788	471 597 903
Résultat de l'exercice 2012	80 114 246	-80 114 246	0
Résultat de l'exercice 2013		61 447 556	61 447 556
Subventions d'investissement (**)	17 813 520	20 461 595	38 275 115
Provisions réglementées (*)	104 121 014	20 768 355	124 889 369
Total	692 900 054	68 596 048	761 496 102

(*) Amortissements dérogatoires

(**) Subventions européennes

9 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges sont constituées des éléments suivants :

Provisions pour risques	Situation au 01/01/2013	Mouvements		Situation au 31/12/2013
		Augmentations	Diminutions	
Provision pour risques	1 540 000	520 000	10 000	2 050 000
Total	1 540 000	520 000	10 000	2 050 000

Dans le cours de ses activités, la société peut faire l'objet de procédures judiciaires et de contrôles fiscaux ou administratifs.

La société constitue une provision chaque fois qu'un risque constitue une obligation vis-à-vis d'un tiers et pour laquelle le passif probable peut être estimé avec une précision suffisante.

Provisions pour charges	Situation au 01/01/2013	Mouvements		Situation au 31/12/2013
		Augmentations	Diminutions	
Contentieux RH		1 000 000		1 000 000
Médaille du travail	588 000	65 800	42 800	611 000
MIP	307 000		53 368	253 632
Garantie Globale de retraite	42 000		42 000	
Droit à cessation anticipé d'activité	4 019 000	103 558	400 000	3 722 558
IFC	392 000		186 253	205 747
Total	5 348 000	1 169 358	724 421	5 792 937

En 2012, la 3ème Directive Européenne avait nécessité le transfert des droits acquis par les ex-détachés TOTAL SA et ELF EP en matière de Mutuelle (MIP), engagement retraite (DCAA et IFC), Médaille du Travail ainsi que le transfert du solde des comptes individuels pour un montant de 6 328 K€.

Il a été décidé qu'à partir du 01/01/2013 ces provisions seront reprises au fur et à mesure des départs des collaborateurs de TIGF SA quelque soit leur contrat d'origine.

10 - DETTES

Etat des échéances à la clôture de l'exercice :

Dettes	Solde	Echéance d'exigibilité			
		Indéterminée	- d'un an	de 1 et 5 ans	+ de 5 ans
Avances et acomptes reçus	1 075 837		1 075 837		
Dettes financières					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (1)	280 000 000			280 000 000	
Autres Emprunts obligataires (1)	500 000 000				500 000 000
Intérêts courus sur emprunts	12 302 898		12 302 898		
Emprunts et dettes financières divers (2)	1 168 655	1 079 487	89 168		
Dettes d'exploitation					
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	58 413 709		58 413 709		
Dettes fiscales et sociales	5 056 170		5 056 170		
Charges à payer liées au personnel	8 216 576		8 216 576		
Charges à payer liées aux organismes sociaux	1 913 554		1 913 554		
Charges à payer liées aux Etat et collectivités	4 895 131		4 895 131		
Autres dettes	10 034		10 034		
Charges à payer					
Produits constatés d'avance (3)	1 695 600		1 695 600		
	874 748 165	1 079 487	93 668 678	280 000 000	500 000 000

(1) Juillet 2011, mise en place d'un financement externe qui se décompose comme suit :

- d'un emprunt bancaire souscrit en Juillet 2011 : 250 000 000 durée 5 ans, à taux fixe.

couvert par un swap de taux.

TIGF a décidé de couvrir le prêt à terme (250 M€, maturité 5 ans) de manière à en fixer le taux .TIGF paie un taux fixe et reçoit l'Euribor 6 mois à échéance d'intérêt du prêt à terme (tous les 30 Mars et 30 septembre) L'emprunt et le swap sont parfaitement adossés : notionnel et durée identique, date de début et fin identiques, élément couvert amortissable selon le même échéancier que le swap. Juste valeur du swap fin 2013 = 14,1 M€

- d'un emprunt obligataire souscrit en Juillet 2011 : 500 000 000 durée 10 ans, taux 4,339 %

Emprunts remboursés en cours d'exercice : -

- En 2013, mise en place d'un financement externe qui se décompose comme suit :

Financement de 30 000 000 euros tiré sur l'emprunt réserve :

Mars : Tirage de 20 000 000 euros

Juillet : Tirage de 10 000 000 euros

Taux variable indicé sur l'EURIBOR 3 mois plus marge.

(2) Concerne principalement les dépôts et cautionnements reçus des clients

Emprunts souscrits en cours d'exercice : -

IV - COMPTE AVEC LES SOCIETES LIEES

Le tableau suivant fait apparaître les montants, pour chaque rubrique du bilan et des comptes de charges et de produits qui intéressent les Sociétés liées à TIGF SA.

Les montants comptabilisés sur l'exercice 2013 correspondent aux :

- Contrat de services passé entre TIGF Investissements et TIGF SA. Contrat ou TIGF Investissements s'engage à mettre à disposition de TIGF SA ses compétences notamment, dans le domaine de direction générale, stratégique, financière, ressources humaines, juridique, gouvernance d'entreprise, conformité et affaires fiscales.

- Refacturation, dans le cadre de la constitution du nouveau groupe, des charges engagées pour le compte de TIGF Investissements

Entreprises liées	
POSTES DU BILAN ACTIF	
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	0
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	0
Participations	0
Créances rattachées à des participations	0
Autres titres immobilisés	0
Prêts	0
Autres immobilisations financières	0
Avances et acomptes versés sur commandes	0
Créances clients et comptes rattachés	0
Associés dans le cadre de conventions particulières	0
Autres créances	0
Valeurs mobilières de placement	0
Disponibilités	0
Charges constatées d'avance	0
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0
Total	0
POSTES DU BILAN PASSIF	
Autres emprunts obligataires	0
Emprunts et dettes auprès des Ets de crédit	0
Emprunts et dettes financières divers	0
Avances et acomptes reçus sur commande en cours	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	195 905
Dettes fiscales et sociales	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0
Associés dans le cadre de conventions particulières	0
Autres dettes	0
Produits constatés d'avance	0
Total	195 905
POSTES DU COMPTE DE RESULTAT	
Charges d'exploitation	163 800
Produits d'exploitation	156 000

V - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

11 - PRODUITS D'EXPLOITATION

- Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de la société s'établit à 389 533 139 Euros

Il est constitué principalement :

Recettes Capacité de Transport	197 068 040 Euros
Recettes Capacité de Stockage	124 376 006 Euros
Interconnection	32 952 716 Euros
Recettes raccordement et interface	7 299 359 Euros
Subventions européennes	21 113 218 Euros
Autres produits d'activités an	2 224 515 Euros
Ventes de Gaz Naturel	4 140 714 Euros

- Production immobilisée 163 609 479 Euros

Cf ci-avant point 2-C Notes sur l'actif du bilan

- Reprises sur amort. et provisions, transferts de charges 845 715 Euros

- Reprise des provisions Risques et charges 10 000 Euros

- Reprise des provisions retraites 724 421 Euros

- Transferts de charges d'exploitation 111 294 Euros

Ils comprennent :

- les remboursements reçus des compagnies d'assurances sur les sinistres,
- les remboursements reçus des organismes sociaux (indemnités journalières), ou de formation
- les indemnités facturées aux DDE, Communauté d'agglomération... en préjudice du déplacement de canalisations,

12 - CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation comprennent des dépenses d'investissements neutralisées par les productions d'immobilisations.

Ces dépenses s'analysent principalement dans les postes suivants :

Variation de stock	578 Keuros
Autres achats et charges externes	166 007 Keuros
Impôts, taxes et versements assimilés	405 Keuros
Salaires et traitements	8 798 Keuros
Charges sociales	5 136 Keuros
Autres charges d'exploitation	3 403 Keuros

Les dotations aux amortissements prennent en compte la valeur des amortissements des immobilisations de la société.

13 - RESULTAT FINANCIER

Le Résultat financier est essentiellement lié au financement externe et se décompose comme suit :

Intérêts sur emprunts	30 632 049 euros
Autres charges financières	16 332 euros
Revenus de VMP	-10 989 euros
Autres produits financiers	-22 279 euros
	<hr/>
	30 615 113 euros

14 - PRODUITS EXCEPTIONNELS

- Produits exceptionnels sur opérations en capital

Il s'agit principalement :

- de dégrèvement d'impôt (notamment sur le redressement TP 2009)	644 602 euros
- de l'étalement de la plus value réalisée sur le rachat du réseau de transport	1 188 960 euros
- du produit de cession des éléments d'actif	euros
- de la reprise d'amortissements dérogatoires	4 010 812 euros

15 - CHARGES EXCEPTIONNELLES

Les charges exceptionnelles sont principalement constituées :

- de la dotation pour amortissements dérogatoires	24 779 167 euros
- de la valeur comptable des éléments d'actif financier cédés	euros
- de l'amortissement exceptionnel des immobilisations mises au rebut	2 010 euros

16 - IMPOT SUR LES BENEFICES

L'impôt sur les bénéfices du Compte de Résultat 2013 s'élève à 37 244 315 euros

Décomposition

Provision au titre de l'exercice 2013	34 975 229 euros
Ajustement IS 2012 versé au 15/04/2013	51 797 euros
Redressement suite au contrôle fiscal	2 095 334 euros
Contribution	121 955 euros
	<hr/>
Impôt	37 244 315 euros

VI - AUTRES INFORMATIONS

Effectif* ventilé par catégorie	01/01/2013	31/12/2013
- CADRES	184	192
- OETAM	328	348
Total effectif	512	540

* effectif CDI et CDD

Consolidation et intégration fiscale

Les comptes de la société sont consolidés en IFRS au sein de la Société TIGF Holding SAS selon la méthode de l'intégration globale.

Sortie de la filiale TIGF du groupe intégré TOTAL au 1er janvier 2013.

Cependant au cours de l'année 2013 l'ensemble des 4 acomptes de TIGF a été versé à la tête du Groupe TOTAL SA.

Les courriers attestant du paiement des 4 acomptes de TIGF à Total SA ont été rédigés et transmis à l'administration fiscale.

TIGF payera le solde de l'impôt au titre de l'exercice 2013 à la DGE le 15/04/2014.

Engagements : Convention relative à la reprise des engagements sociaux à la clôture.

Montants issus du rapport Mercer : Evaluation actuarielle des engagements sociaux en norme IAS 19 au 31/12/2013

En K€	Obligations	Actifs	Situation nette
Indemnités de fin de carrière	-3 469	1 985	-1 484
Droits à cessation anticipée d'activité	-6 464		-6 464
Mip	-2 118		-2 118
	-12 051	1 985	-10 066

Quotas CO2

La société comptabilise les droits d'émission CO2 comme suit :

Les quotas attribués à titre gratuit sont comptabilisés pour une valeur nulle.

L'écart éventuel entre quotas disponibles et obligation de restitution à l'échéance font l'objet de provisions pour leur valeur de marché.

Engagements reçus

- cautions bancaires clients	30 902 Keuros
- cautions bancaires fournisseurs	18 815 Keuros

Droits individuels à la formation

La loi 2004-391 du 4 mai 2004 sur la réforme de la formation professionnelle reconnaît aux salariés un droit individuel à la formation.

Au 31 Décembre 2013 , les droits acquis par les salariés s'élèvent à 42838 heures

Jetons de présence 2013

Les jetons de présence attribués aux administrateurs en 2013 s'élèvent à 192 668 euros

VII - Tableau de flux de trésorerie 2013

Euros

Flux de trésorerie liés à l'activité :	
Résultat net 2013	61 447 556
<i>Elimination des charges et produits sans effet sur la trésorerie ou non liés à l'activité (1):</i>	
- Reprise provision d'exploitation	- 734 421
+ Dotations aux amortissements d'exploitation	83 095 633
+ Dotations aux amortissements dérogatoires	24 779 167
- Reprise amortissement exceptionnels	- 4 010 812
+ Dotations aux amortissements exceptionnels	2 010
+ Reprise provisions exceptionnels	-
- Transfert de charges au cpt charges à répartir	-
- Plus values de cession nettes d'impôt	-
- Quotes part de subventions virées au résultat	- 4 600
<i>(1) A l'exclusion des provisions sur actif circulant</i>	
MBA	164 574 533
(-) Variation du Besoin en Fond de Roulement (BFR)	- 16 272 561
. Variation des Stocks	- 788 312
. Variation des Créances	5 315 028
. Variation des autres créances liées à l'exploitation	- 10 885
. Variation des dettes d'exploitation	- 19 654 904
. Variation des autres dettes liées à l'activité	- 1 133 488
Flux net de trésorerie lié à l'activité	148 301 971
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :	
- Acquisitions d'immobilisations (nettes de subventions)	- 184 694 957
- Acquisitions d'immobilisations financières	-
+ Cessions d'immobilisations nettes d'impôt	-
+ Réduction d'immobs financières	170 290
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements	- 184 524 666
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement :	
- Augmentation de capital	-
- Réduction de capital	-
- Dividendes versés	- 34 081 457
+ Emissions d'emprunts	30 000 000
- Remboursements d'emprunts	- 44 252
+ Subventions d'investissements reçues	21 113 218
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	16 987 508
Variation de Trésorerie	- 19 235 187
.Trésorerie d'ouverture	21 889 757
.Trésorerie de clôture	2 654 570
Variation de Trésorerie	- 19 235 187

**TRANSPORT ET INFRASTRUCTURES
GAZ FRANCE
(T.I.G.F.)**

**49, avenue Dufau
64000 PAU**

**Rapport Spécial
des Commissaires aux Comptes
sur les conventions règlementées**

**Assemblée Générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2013**

ERNST & YOUNG et Autres
1-2, Place des Saisons
92400 Courbevoie-Paris La Défense 1

S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Versailles

EXCO FIDUCIAIRE DU SUD-OUEST
2, rue des Feuillants
31076 – Toulouse Cedex 03

S.A. au capital de EUR.1.863.000

Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Toulouse

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon l'article R.225-31 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du Code de Commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article L.225-40 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

Avec « Elbe Investment Pte Ld, Snam Spa, Société C31 » (actionnaires indirects de votre société) et les sociétés « TIGF Holding » et « TIGF Investissements (sociétés mères)

Convention (« Undertaking Agreement ») conclue entre les porteurs d'Obligations Remboursables en Action (ORA) :

a) Modalités

Cette convention fixe les conditions de paiement des créances dues au titre des ORA, de versement des dividendes et de modification des « termes et conditions » des ORA.

Cette convention n'a pas produit d'effet pour « TIGF SA » pour l'année 2013.

Avec la société « TIGF Investissements », société mère

Contrat de prestations de services :

a) Nature et objet

Une convention de prestations de services a été signée en date du 20 décembre 2013 entre la société « TIGF Investissements » (*société mère*) et votre société (*filiale*), à effet du 1^{er} août 2013, pour une durée indéterminée.

La société mère s'engage à mettre à disposition de sa filiale ses compétences notamment dans les domaines suivants : Direction Générale, stratégie, finances, ressources humaines, juridique, gouvernance d'entreprise, conformité et fiscalité.

La redevance est basée sur le prix de revient des prestations majoré d'une marge au taux de 5 %.

Le prix de revient des services servant de base au calcul de la redevance inclut notamment les rémunérations et charges sociales ainsi que les dépenses et charges imputables à la réalisation des services rendus.

La redevance est ajustée en début d'année suivante pour tenir compte des prestations effectivement rendues.

b) Modalités

Au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2013, le montant pris en charge au titre de cette prestation est de 163 800 €.

**CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE
GENERALE**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'Assemblée Générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à Paris et Toulouse, le 7 mai 2014

Les Commissaires aux Comptes,

ERNST & YOUNG et Autres



Philippe DIU

EXCO FIDUCIAIRE DU SUD-OUEST



Jean-Marie FERRANDO